

L'environnement dans la campagne électorale

Daniel Boy

▶ **To cite this version:**

Daniel Boy. L'environnement dans la campagne électorale : Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français 2006-2007 (vague 3, 4-14 décembre 2006). 2006. hal-00972719

HAL Id: hal-00972719

https://sciencespo.hal.science/hal-00972719

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

3ème vague – Hiver 2006

L'ENVIRONNEMENT

DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Daniel Boy

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à février 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

L'environnement
dans la campagne électorale

– Daniel Boy –

Depuis quelques semaines l'idée selon laquelle le thème de l'environnement pourrait constituer l'un des axes importants de la prochaine campagne présidentielle fait l'objet de maints éditoriaux ou articles de fond de la presse d'information. L'actualité de l'environnement est pour beaucoup dans cette nouveauté. Les six derniers mois ont malheureusement été fertiles en mauvaises nouvelles sur l'état de notre planète : inondations, tempêtes, sécheresses, menaces sur la biodiversité nourrissent désormais une chronique régulière de la presse écrite et de la télévision. De plus, ces derniers temps l'environnement a trouvé de nouveaux avocats : c'est l'ancien vice-président Al Gore venu plaider en Europe l'urgence d'une action pour faire face à la crise climatique, c'est aussi Nicolas Hulot, qui, fort d'une popularité acquise à travers des émissions de télévision spectaculaires, fait une entrée bruyante dans le débat politique. En laissant planer le suspense sur son intention de présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle, l'animateur d'Ushaïa, contraint les principaux partis et leaders politiques à prendre position sur une série de mesures destinées à combattre le changement climatique. A ce jour le site web du "Pacte écologique"de Nicolas Hulot affirme avoir recueilli plus de 400 000 signatures pour que "les enjeux écologiques et climatiques soient au cœur des débats de l'élection présidentielle de 2007" [1] .

Comment mesurer aujourd'hui le poids de l'environnement dans les préoccupations des électeurs ? Le baromètre politique du Cevipof a, depuis sa première vague du printemps 2006, posé une question générale concernant "Le problème qui vous parait le plus important aujourd'hui pour la France ?" Parmi les problèmes cités figure le thème de l'environnement. L'évolution des réponses à cette question lors des trois vagues du baromètre et l'analyse des logiques sociodémographiques et politiques conduisant au choix de cet enjeu donneront une première série d'indications.

A cette première perspective s'ajoutent, pour la vague la plus récente du baromètre politique, deux autres questions qui compléteront notre analyse : la première concerne le choix des meilleurs moyens de lutter contre l'effet de serre et oppose notamment l'action des Etats et l'inflexion des

[1] http://www.pacte-ecologique-2007.org/nicolas-hulot/index.php

comportements privés. La seconde évoque le problème de l'activisme dirigé contre des innovations ou des équipements techniques contestés : essais d'OGM en plein champs, nourriture génétiquement modifiée, sites prévus pour l'entreposage de déchets nucléaires, antennes de téléphonie mobile.

1. L'environnement est il un "problème important"?

Depuis la première vague de notre baromètre les trois problèmes les plus fréquemment cités comme "les plus importants" sont les mêmes (Tableau 1) : en tête, de loin, "le chômage", puis "les inégalités" et enfin "la hausse des prix". En dehors de ces options, tous les autres problèmes mentionnés par les interviewés recueillent moins de 10 % des choix. L'environnement se situait presque au dernier rang dans la première vague de ces enquêtes (3 %). Lors de la deuxième vague, le thème est cité par 5 % de l'échantillon, mais demeure en queue de liste. Enfin dans la vague de l'hiver 2006, l'environnement gagne à nouveau deux points de pourcentage et se positionne en position médiane (7 %). Le thème environnemental fait donc l'objet d'une attention croissante mais cette progression, contrairement à ce que l'on observe sur la scène politique et médiatique, est fort modérée.

Tableau 1 : Quel est le problème qui vous parait le plus important aujourd'hui pour la France?

Vague 1		Vague 2		Vague 3	
Emploi	38	Emploi	33	Emploi	31
Inégalités	11	Inégalités	13	Inégalités	12
Hausse des prix	10	Hausse des prix	11	Hausse des prix	11
Déficits publics et la dette de l'Etat	9	Sécurité des biens et personnes	8	Sécurité des biens et personnes	8
Education et la recherche	7	Immigration	8	Education et la recherche	7
Sécurité des biens et personnes	6	Education et la recherche	7	**Environnement**	7
Impôts et taxes	6	Déficits publics et la dette de l'Etat	6	Immigration	6
Immigration	5	Impôts et taxes	5	Déficits publics et la dette de l'Etat	6
Environnement	3	**Environnement**	5	Impôts et taxes	6
Logement	2	Logement	2	Logement	3
Banlieues	2	Banlieues	2	Banlieues	3
Sans réponse	0	Sans réponse	0	Sans réponse	0

Pour mieux apprécier l'étendue des évocations du terme "environnement" il nous a paru utile d'employer ce terme en alternance avec deux autres avec lesquelles il voisine dans le débat public : le terme de "développement durable" et celui de "changement climatique". La méthode de cette expérimentation, consiste à présenter différents termes au sein de la même question à des sous-échantillons choisis aléatoirement [2] .

Tableau 2 : Quel est le problème qui vous parait le plus important aujourd'hui pour la France? selon que la question comprend les termes "développement durable», "environnement" ou "changement climatique».

L'emploi	33	L'emploi	30	L'emploi	30
Les inégalités	12	Les inégalités	13	Les inégalités	12
La hausse des prix	11	La hausse des prix	12	La hausse des prix	9
Les impôts et taxes	7	La sécurité des biens et personnes	9	Le réchauffement climatique	9
Les déficits publics et la dette de l'Etat	7	L'environnement	7	L'éducation et la recherche	8
La sécurité des biens et personnes	7	L'éducation et la recherche	7	L'immigration	7
L'immigration	6	Les déficits publics et la dette de l'Etat	6	La sécurité des biens et personnes	7
L'éducation et la recherche	6	L'immigration	5	Les déficits publics et la dette de l'Etat	6
Le développement durable	5	Les impôts et taxes	5	Les impôts et taxes	5
Les banlieues	3	Le logement	4	Les banlieues	3
Le logement	3	Les banlieues	2	Le logement	3
Sans réponse	1	Sans réponse	0	Sans réponse	0
	100		100		100

Les résultats (tableau 2) démontrent d'abord que le concept de "développement durable", évidemment plus récent dans le champ politique, et sans doute moins évocateur, suscite la mobilisation la plus faible. A l'inverse l'évocation du "réchauffement climatique", thème très largement médiatisé dans les derniers mois, entraîne un bouleversement dans la hiérarchie générale des choix : cette fois, le terme vient au rang des trois premiers problèmes, à égalité avec "la hausse des prix".

[2] Concrètement, ici pour un tiers de l'échantillon la liste des "problèmes les plus importants" comprenait le terme "environnement", pour un second tiers, l'expression "développement durable" et pour un dernier tiers, les mots de "changement climatique".

Au-delà de ces différences sémantiques, l'environnement constitue un enjeu politique dont le choix répond à des logiques politiques, sociales et culturelles.

- C'est d'abord évidemment le choix prioritaire de ceux qui expriment une préférence pour l'écologie politique qu'il s'agisse d'une proximité partisane ou d'une intention de vote. On compte ainsi 14 % de préférences pour l'environnement parmi ceux qui se déclarent "proches des Verts", 24 % parmi ceux qui sont proches des "autres formations écologistes" (Cap 21, Génération Ecologie) ou 35 % parmi le petit nombre [3] de ceux qui ont l'intention de voter pour Dominique Voynet.
  Au sein des autres électorats le problème de l'environnement ne rassemble jamais de très fortes proportions de répondants : 10 % pour ceux qui affirment une intention de vote pour F.Bayrou, 7 % parmi les électeurs de S.Royal, 4 % parmi ceux de N.Sarkozy.

- Le choix de l'enjeu environnemental est aussi plus fréquent parmi les catégories sociales privilégiées : 16 % des "cadres supérieurs et professions libérales en font le choix dans cette enquête contre, par exemple, 5 % des ouvriers. Parallèlement, 13 % de ceux qui affirment "s'en sortir très facilement avec les revenus de leur foyer" privilégient l'environnement contre 5 % de ceux qui disent "s'en sortir difficilement».

- Enfin l'option en faveur de l'environnement est plus souvent le fait de catégories dotées d'un capital culturel élevé : 10 % au-delà du niveau du baccalauréat contre 6 % en deçà, 16 % parmi ceux qui regardent très peu la télévision (jamais ou un seul jour par semaine).

[3] Soit 2 % de l'échantillon de la vague 3

2. Comment faire face à l'effet de serre ?

L'augmentation de l'effet de serre causé par les émissions de CO^2 est aujourd'hui un phénomène très largement médiatisé. Les études sociologiques menées sur ce thème par l'ADEME [4] montrent que, bien que le public ne saisisse que de manière approximative les mécanismes producteurs de ce phénomène, il est conscient de son existence et des risques qu'il implique. Mais les actions à mener pour limiter les conséquences à long terme de l'augmentation de l'effet de serre demeurent un problème controversé. En France et sans doute plus largement dans les pays de tradition latine, on compte plus volontiers sur l'action de l'Etat que sur le civisme individuel. Dans quelle mesure cette tradition est elle encore dominante dans les attitudes du public français aujourd'hui ? Les réponses à la question suivante, (tableau 3) permettent d'en prendre la mesure :

Tableau 3 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

- En premier ?
- Et en second ?

	En premier	En second
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	9	25
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	46	32
C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	33	35
Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable	12	8
Ne sait pas	0	0

Des quatre solutions proposées, celle qui implique une modification des comportements individuels est en réalité la plus souvent choisie (46 %), la solution étatique venant en second lieu (33 %). Quant aux deux autres attitudes, la confiance dans le progrès technique pour trouver des solutions (9 %) ou le constat d'impuissance devant le caractère inéluctable du phénomène (12%) elles demeurent très minoritaires. Ces différents types de réponses dépendent à la fois des données sociodémographiques et culturelles et des positionnements politiques.

Sur le premier point tout d'abord, on observe que la propension à affirmer la priorité d'un changement des "modes de vie" est plus affirmée chez les femmes et parmi les personnes de niveau

[4] Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. Voir : http://www2.ademe.fr/

culturel élevé. La combinaison de ces deux facteurs fait apparaître un écart maximum entre les hommes de faible niveau d'études (33%) et les femmes de niveau d'études supérieur (66 %).

Tableau 4 : Pourcentages de réponses"Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre" selon le sexe et le niveau d'études (% *par case, exemple : 56 % des femmes titulaires d'un baccalauréat estiment qu'il "faudra modifier de façon importante nos modes de vie ...)*

	Sans diplôme, CEP	BEPC, CAP, BEP	Baccalauréat	Niveau Bac+2	Supérieur	Ensemble
Hommes	33	46	46	51	53	43
Femmes	40	49	56	60	66	49
Ensemble	37	48	51	55	59	46

Le choix de la solution passant par une inflexion des comportements individuels est aussi plus fréquent parmi les "enseignants" (56 %) et plus encore, parmi les enseignantes (61 %) ou chez les femmes "cadres supérieures ou professions libérales" (64 %).

Tableau 5 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? selon la profession de la personne interrogée

	Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable
Agriculteur	11	46	24	18
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	8	49	28	15
Profession libérale, cadre supérieur	10	52	28	9
Enseignant	9	56	29	6
Profession intermédiaire	8	49	35	8
Employé	6	48	33	12
Ouvrier	10	38	37	16
Etudiant, élève	12	48	29	11
N'a jamais travaillé	9	44	31	16
	9	46	33	12

Quant aux variations selon les critères politiques elles sont, au total, relativement modestes (tableau 5) : à gauche et au centre on privilégie un peu plus souvent le choix d'une inflexion des

modes de vie (50 %). En revanche pour ceux qui se situent "très à gauche" et "très à droite" les solutions étatiques sont plus souvent préférées (39 % et 40 %). Enfin une position "Très à droite" s'accompagne aussi plus souvent d'une résignation plus marquée devant l'augmentation jugée inévitable de l'effet de serre.

Tableau 6 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? selon l'auto positionnement sur une échelle gauche/droite.

	Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable
Très à gauche	10	42	39	9
A gauche	7	50	34	9
Au centre	10	50	31	8
A droite	11	44	32	13
Très à droite	10	29	40	21
Ni gauche, ni droite	8	45	31	15
Ensemble	9	46	33	12

3. Est-il acceptable de s'opposer à l'innovation quand elle présente un risque ?

Au cours de la dernière décennie, en France et dans de nombreux pays développés, plusieurs controverses majeures se sont développées à propos d'innovations scientifiques ou techniques soupçonnées d'avoir des conséquences environnementales néfastes. Au premier rang de ces débats, la querelle des OGM incite régulièrement des militants de la mouvance environnementale à détruire par la force des champs expérimentaux de plantes génétiquement modifiées. S'ensuivent des arrestations mouvementées, des procès largement médiatisés et l'incarcération de leaders paysans dont les sondages soulignent régulièrement la forte popularité. Plusieurs organisations de défense de l'environnement, au premier rang desquelles Greenpeace, sont déterminées, à combattre la commercialisation éventuelle de nourritures comprenant des composants génétiquement modifiés. Au cours de l'année 2006, un débat a été organisé par la Commission Nationale du Débat Public sur le problème de l'enfouissement éventuel de déchets radioactifs d'activité très longue sur le site de Bure, dans la Meuse, où des opposants continuent de mener un combat contre la réalisation du site de stockage géologique à long terme. Enfin, des comités locaux s'opposent régulièrement à la

construction d'antennes de téléphonie mobile dont certaines associations dénoncent les effets supposés néfastes pour les riverains.

Comment le public, juge t-il ces affaires, non pas sur le fond, mais quant à la légitimité des mouvements d'opposition qu'elles déclenchent ? Est il "acceptable" que des militants détruisent des champs de plantes transgéniques, boycottent des produits alimentaires, s'opposent à l'implantation d'un site de déchet nucléaires ou à la construction d'une antenne de téléphonie mobile ? Quels facteurs, socio démographiques, politiques, expliquent la plus ou moins grande acceptation de ces mouvements de protestation ?

Quatre questions relatives à ces enjeux ont été imaginées (tableau 7). Pour s'assurer que le terme "d'innovation technique" à forte connotation positive (voire positiviste) n'influence les réponses, deux autres expressions, moins valorisantes ont été employées pour des fractions de l'échantillon [5]. Les résultats de ces expérimentations montrent que l'emploi de ces différents termes n'occasionne en réalité aucune différence significative dans les réponses.

En revanche, les quatre cas d'espèces choisis (essais OGM, produits alimentaires, déchets nucléaires, antennes de téléphonie) ne suscitent pas les mêmes niveaux d'approbation.

Tableau 7 : Voici une série de cas où des gens ont agi pour s'opposer à des innovations techniques (ou … des technologies présentant un risque éventuel, ou … des nouveautés industrielles). Pour chacune de ces actions, diriez-vous qu'elle est tout à fait acceptable, assez acceptable, assez inacceptable, tout à fait inacceptable

- La destruction d'essais d'OGM en plein champ
- Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM
- La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires
- La lutte contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile

	Tout à fait acceptable	Assez acceptable	**Total acceptable**	Assez inacceptable	Tout à fait inacceptable	Sans réponse	Total
La destruction d'OGM en plein champ	17	23	**40**	26	34	0	100
Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM	31	30	**61**	19	20	0	100
La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires	30	26	**56**	16	28	0	100
La lutte contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile	17	43	**60**	24	15	1	100

[5] Pour un tiers de l'échantillon on a donc employé le terme "innovation technique" pour un second tiers "technologies présentant un risque éventuel" et pour le dernier tiers, "nouveautés industrielles".

Des quatre cas évoqués, la destruction d'OGM en plein champ est celui qui suscite le moins de soutiens : 40 % des interviewés jugent cette action acceptable". "Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM" et "la lutte contre l'implantation d'une centre de stockage de déchets nucléaires" se situent approximativement au même niveau : respectivement admis par 61 % et 56 % de l'échantillon. Enfin, "la lutte contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile", bien que globalement acceptable dans les mêmes proportions, semble moins fermement approuvée car l'essentiel des réponses se concentre sur une position modérée ("assez acceptable" : 43 %).

Le degré d'acceptation de ces mobilisations est principalement fonction de deux types de facteurs : d'une part le positionnement politique, d'autre part le capital culturel.

Pour ce qui est de la politique, on observe logiquement que ceux qui affirment une proximité au parti des Verts admettent en plus forte proportion la légitimité de ces actions : 60 % pour le destruction d'essais d'OGM, 69 % pour le boycott de produits OGM, 65 % pour la lutte contre un site de déchets nucléaires, 65 % pour la mobilisation contre une antenne de téléphonie mobile. Mais il est clair qu'au delà de la sensibilité environnementale, l'évocation dans cette série de questions d'une action militante directe, illégale, convainc les plus radicaux de la légitimité des comportements évoqués. De ce fait, ceux qui se déclarent proches d'une formation d'extrême gauche (LCR) ou qui se placent sur les cases d'extrême gauche de l'échelle gauche/droite approuvent en très forte proportion les actions revendicatives imaginées dans cette question (85 %, par exemple, des proches de la LCR trouvent "acceptable" la destruction d'essais d'OGM).

Cette connotation d'illégalisme, voire de violence, explique aussi probablement le fait que les femmes, dont on sait pourtant la plus grande proximité avec les enjeux environnementaux, sont un peu plus réticentes que les hommes à approuver les actions décrites dans cette série de questions.

Le deuxième facteur d'explication est fourni par les indicateurs culturels. Le tableau dans lequel on a montré les variations de ces réponses en fonction du diplôme de la personne interrogée montre que ceux qui ont atteint des niveaux d'études supérieurs ou secondaire ont davantage tendance à juger "acceptables" les actions décrites.

Tableau 8 : % de réponses "Tout à fait ou assez acceptable" selon le diplôme

	Détruire des essais d'OGM en plein champ : acceptable	Boycotter de produits alimentaires contenant des OGM : acceptable	Lutter contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires : acceptable	Lutter contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile : acceptable
Sans diplôme, CEP	38	54	41	61
BEPC, CAP, BEP	42	60	56	62
Baccalauréat	42	66	70	57
Niveau Bac+2	40	72	75	57
Supérieur	44	79	73	63
Ensemble	40	62	56	61

Une analyse des réponses en fonction de la profession de la personne interrogée confirme le poids du facteur culturel : ce sont les enseignants qui, sur les quatre questions, approuvent le plus fréquemment ce type de mobilisation. La même analyse fait apparaître à l'inverse l'hostilité globale des agriculteurs aux actions menées par les militants anti-OGM : 75 % d'entre eux estiment "inacceptable" la destruction des essais d'OGM en plein champ (contre 25 % "acceptable").

Pour résumer aisément les attitudes à l'égard des actions de protestation contre les innovations, un indicateur synthétique a été construit. Cet indicateur prend en compte les réponses à trois des questions posées (les deux concernant les OGM et le problème des déchets nucléaires) en laissant de côté le conflit sur les antennes relais dont on a vu qu'il était moins sensible aux variations selon les données politiques et culturelles. L'indicateur construit comptabilise les pourcentages de personnes estimant acceptable aucune, une deux ou trois des actions de mobilisation décrites. Dans l'ensemble, les résultats de cet indicateur sont les suivants :

Tableau 9 : Nombre de réponses "acceptable" aux questions :

- La destruction d'essais d'OGM en plein champ
- Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM
- La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires

Nombre de réponses "acceptable"	Pourcentage	
0	20	
1	27	
2	30	} Forte acceptation : 53 %
3	23	
Total	100	

Au total, 53 % de l'échantillon estiment donc "acceptable" au moins deux des trois actions décrites dans nos questions. En utilisant cet indicateur synthétique, on peut alors analyser les effets conjoints des deux facteurs qui nous sont apparus les plus déterminants pour expliquer les réponses : le niveau d'études et la position politique (Tableau 10). Les résultats montrent que l'approbation des actions de protestation va de pair avec le niveau d'études et la sensibilité de gauche (86 % des diplômés de l'enseignement supérieur se classant "à gauche", par exemple). A l'inverse, à droite, et en l'absence de capital culturel, l'acceptation est nettement minoritaire (42 %).

Tableau 10 : Forte acceptation des actions de contestation selon le niveau d'études et la position sur l'échelle gauche/droite (% *par case, exemple : 86 % des diplômés de l'enseignement supérieur se classant "à gauche" approuvent au moins deux actions de contestation)*

	Gauche	Au centre	Droite	Ni gauche ni droite	Ensemble
Sans diplôme, CEP	49	39	42	45	44
BEPC, CAP, BEP	65	52	48	47	53
Baccalauréat	73	66	48	63	62
Niveau Bac+2	73	72	50	68	66
Diplôme supérieur	86	66	45	63	68
Ensemble	64	52	46	51	54

~

L'environnement est il véritablement entré en politique ? Au vu de ces résultats, le problème demeure entier. Certes une proportion non négligeable de français, à trois mois environ de l'élection, estiment ce problème prioritaire mais cette mobilisation ne semble réelle que si l'environnement est évoqué comme une menace, celle du réchauffement climatique, dont les médias entretiennent régulièrement la chronique. L'environnement, comme aux temps de Tchernobyl, de Sévéso ou de l'Erika n'échappe pas à la logique de crise.

L'analyse de cette enquête démontre aussi que, malgré les efforts des écologistes, la préoccupation pour l'environnement demeure encore, en bonne partie, restreinte aux catégories sociales privilégiées, et plus particulièrement au cœur de cible des mouvements Verts : les professions intellectuelles. Qu'ils s'agisse de reconnaître l'importance des enjeux environnementaux, d'accepter la nécessité d'infléchir nos comportements de consommateurs, ou de juger les

mobilisations contre des innovations risquées, ce sont toujours ces couches sociales, dont l'inclination à gauche (voire à l'extrême gauche) est dominante, qui se sentent les plus concernées. Si l'environnement doit devenir un thème dominant de la campagne électorale il doit parvenir à une popularisation dont on ne voit pas encore les traces.